

Direction du Développement Local  
et de l'Environnement  
Bureau de l'Environnement

PREFET DE L'INDRE

**Arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 portant déconsignation de somme  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société ROCA à Saint Maur**

**Le Préfet de l'Indre,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-11-215 délivré le 24 novembre 2009 autorisant la société FERAY à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de Saint Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011109-0004 du 19 avril 2011 portant transfert au profit de la société SETEC de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014328-0007 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIERES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-127-DDCSPP du 23 novembre 2015 portant transfert au profit de la société ROCA de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint Maur ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-018-DDCSPP en date du 6 février 2018 mettant en demeure, dans un délai de trois mois, la société ROCA de mettre en place des actions correctives afin que les véhicules qui sortent de l'installation n'entraînent pas de dépôts de boue sur les voies de circulation publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 2019 portant consignation de somme d'un montant de 47 000 euros ;

Vu le courrier de l'exploitant en date de 17 juin 2019 arrivé en DREAL le 21 juin 2019 précisant qu'un laveur de roues avait été mis en place ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 19 juillet 2019 ;

**Considérant que l'exploitant a effectué les travaux suivants: mise en place d'un laveur de roues ;**

**Considérant que ces travaux permettent à l'exploitant de satisfaire aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 6 février 2018 susvisé qui ont conduit à l'arrêté préfectoral de consignation de somme du 12 avril 2019 ;**

**Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre ,**

## ARRÊTÉ

**Article 1** - La procédure de restitution des sommes consignées, en application de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2019 portant consignation, prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement est engagée en faveur de la société ROCA située à Saint Maur.

**Article 2** - La somme consignée peut être restituée à la société ROCA en raison de l'exécution des mesures prescrites. Le montant devant être restitué s'élève à 47 000 euros.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié à la société ROCA.

**Article 5** - Madame la Secrétaire Générale la Préfecture de l'Indre, Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques, Monsieur le Maire de la commune de Saint Maur, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet,  
et par délégation  
La Secrétaire Générale,

Lucile JOSSE

